

CONVENTION FINANCIERE Exercice 2020

Entre :

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président Robert HERRMANN,
dénommée ci-après la Collectivité

et

la Société d'économie mixte d'état Adoma - Centre de stabilisation "Les berges de l'Ain", ci-après dénommée
le bénéficiaire, inscrite au Journal officiel sous le décret n°93-1192 du 27 octobre 1993 dont l'adresse est
1b rue de l'Ain, 67200 STRASBOURG, représentée par son directeur général en exercice, Monsieur Jean-
Paul CLEMENT.

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} : Objet

Selon ses statuts, la Société d'économie mixte d'état Adoma - Centre de stabilisation "Les berges de l'Ain"
intervient dans le champ de l'accueil des personnes immigrées et du logement pour personnes aux ressources
très modestes.

Compte tenu de l'importance qu'accorde la Collectivité au domaine dans lequel intervient la Société
d'économie mixte d'état Adoma

Centre de stabilisation "Les berges de l'Ain", elle s'engage à soutenir financièrement la gestion du Centre
de stabilisation "Les berges de l'Ain" son fonctionnement général

Le montant de la subvention est de 100 000 €. Il sera mandaté dès que ce document sera rendu exécutoire.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'action retenue s'élève à 485 169 €.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à informer immédiatement la Collectivité, par lettre recommandée
avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel qu'il a présenté à l'appui de
sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière
du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

La subvention sera créditée sur le compte bancaire numéro 00021297242 / 58 au nom de la Société d'économie mixte d'état Adoma - Centre de stabilisation "Les berges de l'Ain" auprès de l'établissement BNP Paris Maine Montparnasse.

Article 4 : Engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- Transmettre à la Collectivité un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivant la fin de l'opération ou de l'investissement ;
- Fournir à la Collectivité, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale (si possible sous format numérique), comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : <http://associations.strasbourg.eu> ;
- Le cas échéant, informer la Collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- Informer la Collectivité sous un mois à compter de la survenance de tout changement dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- Faire état du soutien de la Collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans le présent document est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Collectivité,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

En cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la Collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le remboursement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2020. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Collectivité d'un exemplaire signé par le Président.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, le bénéficiaire devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg. avant le 1er mars 2021. Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception écrit.

Article 7 : Exécution

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX.

Fait à Strasbourg, le - 9 JUIN 2020

Pour la Collectivité

Le Président

Robert HERRMANN

Pour le bénéficiaire

Le Directeur général

Jean-Paul CLEMENT